

**Programme Interdisciplinaire de Recherche Ville et Environnement (PIRVE)
Financement CNRS et Ministère de l'Écologie**

**La réappropriation du Var dans l'agglomération urbaine niçoise :
le fleuve comme espace de redéfinition des relations entre ville et environnement ?
(acronyme REVARUNI)**

**Rapport complémentaire
février 2014**



Responsables scientifiques :

Jacques Lolive, chercheur CNRS en science politique et aménagement, PACTE, UMR 5194
Anne Tricot, géographe, ingénieure au CNRS, PACTE, UMR 5194

Équipe :

PACTE (UMR 5194) : Jacques Lolive, Anne Tricot, Thierry Bontems, Marien Guillé, Manar Hatem
ARMINES – CRC : Valérie Godfrin, Eric Rigaud
ENS – département de géographie : Magali Reghezza
GEOAZUR (UMR 7329) : Damienne Provitolo
DYNAMIQUE HYDRO (bureau d'études) : Loïc Grosprêtre

Rapport complémentaire février 2014

Le rapport final d'octobre 2013 était structuré par les trois tâches prévues dans le projet initial mais il y manquait la synthèse transversale qui permettrait de les connecter les unes aux autres dans la perspective interdisciplinaire. Pour expliquer cette absence, nous avons rédigé ce petit rapport (qui suppose la lecture préalable du rapport final) et dans lequel nous revenons d'abord sur les événements perturbateurs qui ont marqué l'histoire du projet avant d'ébaucher quelques pistes d'interdisciplinarité.

I. Une histoire du projet marquée par des événements perturbateurs

Pour ne pas doubler avec le rapport final, je ne reviendrai pas ici sur les acquis de la recherche, ce chapitre supplémentaire sera consacré uniquement aux événements qui ont perturbé la dynamique du projet et affaibli sa dimension interdisciplinaire.

Le retard initial d'un an

La convention concernant la décision attributive de subvention N° 2100 189 143 a été signée le 20 décembre 2010 par le Ministère pour notre projet de recherche REVARUNI. Cependant le lancement de notre étude a pris un retard important. Le CNRS et le Ministère n'ont donné leur accord pour le reversement de la part de financement correspondant à leur participation aux équipes de REVARUNI que le 30 août 2011 et les conventions de reversement n'ont été signées par ARMINES et l'École Normale Supérieure de Paris que les 30 septembre et 4 octobre 2011. Notre recherche n'a donc commencé officiellement qu'à partir du 4 octobre 2011. C'est pourquoi nous avons demandé un avenant pour retarder les délais de rendu jusqu'au 19 avril 2013.

Une première phase de recherche satisfaisante

Malgré ce retard initial, la première phase de recherche s'est bien déroulée : le rapport intermédiaire a bénéficié des tâches réalisées : la bonne tenue de trois des quatre séminaires de cadrage interdisciplinaire de la recherche concernant les procédures, les notions de vulnérabilité et résilience et l'analyse de l'habiter ; l'exploitation des documents techniques et des données disponibles sur le web ; l'analyse de la première série de missions sur le terrain et la première phase de l'enquête habitante avec les ateliers d'écriture de Carros. Nous avons rendu notre rapport intermédiaire en juillet 2012 qui restituait les acquis de cette première phase de recherche. Il restait à collecter deux types d'informations : une deuxième série de missions sur le terrain et surtout l'analyse de l'hydrosystème. Ces informations étaient cruciales pour que nous puissions parachever notre recherche car elles devaient alimenter notre réflexion interdisciplinaire.

Le télescope avec notre mission de longue durée à Montréal

Malheureusement les changements de calendrier du projet ont fait qu'il a interféré avec une mission au Canada des deux responsables du projet Jacques Lolive et Anne Tricot. Cette mission prévue de longue date s'est déroulée du 21 juin au 23 décembre 2012. L'allongement des délais et l'absence des deux responsables de l'étude pendant une si longue période ont sans doute eu un effet négatif sur la recherche REVARUNI en affaiblissant la cohésion du groupe. Magali Reghezza, co-responsable de la tâche 1 « analyse des instruments de l'action publique », confrontée à des problèmes de santé, s'est désinvestie de REVARUNI. Claire Combes, la

responsable de la tâche 2 « analyse géohistorique de l'inondabilité de la vallée du Var » nous annonçait le 19 octobre 2012 son retrait de l'équipe pour mettre en œuvre son projet de reconversion professionnelle. Une fois rentrés en France, nous avons contacté d'abord plusieurs chercheurs doctorants et post-doctorants qui travaillaient en géomorphologie fluviale dans une optique voisine de celle de Claire Combe. Finalement nous nous sommes tournés vers les bureaux d'études pour choisir l'un d'entre eux, Dynamique Hydro localisé sur Lyon, qui nous a proposé une prestation comparable à celle de Claire Combe pour un budget un peu supérieur. Nous l'avons accepté en mars 2013. Pour intégrer ce nouveau retard, nous avons dû demander un second avenant à la convention qui allongeait les délais de rendu jusqu'au 19 octobre 2013.

Notre projet de recherche a subi les conséquences imprévues de l'imbrication et la dépendance mutuelle des tâches dans une recherche interdisciplinaire complexe qui rigidifie à l'extrême son calendrier. Les vicissitudes du projet présentées dans ce chapitre ont pesé sur sa réalisation en affaiblissant sa dimension interdisciplinaire, ce dont témoigne le rapport final d'octobre 2013.

II. Synthèse transversale : 3 pistes pour un questionnement interdisciplinaire

Faute de pouvoir intégrer les trois tâches exposées dans le rapport final « dans une perspective d'interdisciplinarité radicale », je me contenterai d'évoquer quelques pistes pour un questionnement interdisciplinaire à venir.

Pour y parvenir, je présenterai d'abord brièvement les interactions possibles et les enrichissements mutuels entre les différentes tâches : l'analyse du projet d'aménagement et des instruments de l'action publique (tâche 1) ; l'analyse des zones inondables (tâche 2) et l'analyse de l'habiter dans les zones inondables (tâche 3). Je dégagerai ensuite la perspective intégrative qui se dégage de ces pistes, celle du milieu.

Vivre dans une zone à risque et promouvoir une culture du risque ?

La première interaction concerne les tâches 2 et 3, l'analyse du risque et l'analyse de l'habiter. Elle débouche sur un enjeu : vivre dans une zone à risque. Cet enjeu trouve sa traduction dans le champ académique avec une conception intégrée du risque qui accorde une place plus grande aux SHS dans l'analyse du risque. Dans le champ sociétal, cet enjeu trouve sa traduction dans la promotion d'une culture du risque qui valorise le rôle de populations exposées dans la gestion du risque.

Une conception intégrée du risque

L'enjeu académique de l'interaction, c'est une conception intégrée du risque qui nécessite de développer une connaissance du risque complémentaire à celle déjà produite par les analyses du risque qui se basent sur la connaissance des aléas et de la vulnérabilité. La connaissance du risque que nous avons ébauchée dans cette recherche est centrée sur l'habitant et son milieu de vie. Elle étudie plus spécialement : les modes d'habiter dans les zones à risque ; l'expérience sensible des populations exposées ; l'impact des risques émergents sur les populations exposées ; le vécu des événements et situations de crises à l'occasion de risques réalisés. Cette connaissance d'inspiration anthropologique est basée sur des méthodologies qualitatives. Elle permettra de mieux connaître :

- les enjeux importants pour les habitants dans des zones à risque ;

- la perception des risques (notamment les risques émergents) et les pratiques de vigilance chez ces mêmes populations ;
- la publicisation du risque : les modalités selon lesquelles les acteurs s'organisent pour rendre visible un risque et l'ériger en problème public

En résumé le défi scientifique se décline de la manière suivante : Comment articuler les deux grands types de connaissances du risque, l'une basée sur des mesures objectives, l'autre sur l'interprétation des propos et du vécu des populations ? Comment réconcilier les analyses quantitatives et les analyses qualitatives du risque ? Comment associer l'expertise scientifique et l'expertise expérientielle ?

Développer une culture du risque chez les populations exposées

Cette connaissance intégrée vise à favoriser l'inclusion des facteurs humains dans la planification des actions de gestion des risques afin de stimuler la constitution d'une évaluation participative du risque émergent et de contribuer à développer une culture du risque chez les populations exposées. Nous appelons culture du risque une conception large de la communication du risque qui associe l'expertise technique et scientifique et l'expertise profane tirée de l'expérience vécue des habitants. Cette culture du risque valorise des pratiques de prévention, de précaution et de vigilance qui sont basées sur l'expérience des populations exposées. La culture du risque refuse le modèle pédagogique de communication qui postule une dissymétrie radicale entre les savoirs scientifiques et les savoirs profanes qui seraient « pétris de croyances et de superstitions » (selon ce modèle). Dans ce modèle d'échanges, les scientifiques doivent tout apprendre au public et ils ne peuvent rien apprendre de lui. Nous lui préférons une communication basée sur le modèle du débat public, pour qui les savoirs scientifiques universels et abstraits doivent être complétés par les savoirs locaux pour tenir compte de la complexité des problèmes particuliers auxquels ils sont appliqués. Ou encore une communication basée sur le modèle de la co-production des savoirs dans lequel les scientifiques associent activement les profanes dans l'élaboration des connaissances scientifiques les concernant.

Aménager des modes d'habiter : comment intégrer les modes d'habiter dans l'évaluation d'un aménagement ?

La seconde interaction concerne les tâches 1 et 3, l'analyse de l'aménagement et l'analyse de l'habiter. Elle débouche sur un enjeu, l'aménagement des modes d'habiter. De quoi s'agit-il ? Les projets d'aménagement transforment profondément les modes d'habiter existants ou bien ils formatent les futurs modes d'habiter. Or, les aménageurs ont une connaissance insuffisante des attentes des habitants qu'ils confondent avec les usagers ou les représentants associatifs. Ils méconnaissent la diversité des modes d'habiter et particulièrement les dimensions sensibles, imaginaires et esthétiques des relations que les habitants entretiennent avec leurs territoires de proximité. Ils manquent de critères pour apprécier les préjudices « symboliques » subis lors de la mise en œuvre d'un grand aménagement. Ainsi les projets d'aménagement privilégient la fonctionnalité sur toute autre considération, renforçant la banalisation de la plaine du Var au grand dam des participants à nos ateliers dont beaucoup la jugent peu habitable car sans qualités ni attaches. Puisqu'il existe des méthodes pertinentes pour analyser les modes d'habiter comme l'a prouvée entre autres notre recherche, il sera possible après une période d'évaluation et de perfectionnement de ces méthodes de les utiliser pour bâtir des indicateurs des changements provoqué par un gros aménagement sur le milieu de vie des habitants déjà sur place ou pour bâtir des critères d'évaluation d'un projet d'aménagement.

Des risques amplifiés par le projet d'aménagement ? Comment analyser les effets de débordement (les effets dominos) des risques émergents ?

La troisième interaction concerne les tâches 1 et 2, l'analyse de l'aménagement et l'analyse du risque. Elle débouche sur un enjeu : celui des risques émergents. Ils concernent des situations pouvant induire de nouveaux risques (nouvelles technologies, nouveaux aménagements, nouveaux contextes, nouvelles populations exposées, etc.) pour lesquels les effets sur la santé des hommes et celle de l'environnement ne sont pas toujours bien connus. Les risques émergents au sens large ne se limitent pas au champ des nouvelles technologiques et de l'innovation, ils concernent aussi les effets du changement climatique et les interactions risques naturels/risques technologiques. Ils sont caractérisés par un haut degré de complexité, d'incertitude et d'ambiguïté (Cothorn 1996 ; Renn, Stirling, Müller-Herold 2004, Herbert et al. 2009)¹. A la complexité des risques susceptibles d'entrer en résonance les uns avec les autres sur un même territoire répond la complexité des (dys)fonctionnements métropolitains et écosystémiques qui vont les amplifier². Comme pour d'autres problèmes d'environnement « les faits sont incertains, les valeurs en discussion, les enjeux importants et les décisions urgentes » (Funtowicz, Ravetz, 1992)³. Cette situation appelle une autre manière d'appréhender l'évaluation comme un processus institutionnel, pluriel et *participatif* visant à identifier et prévenir les impacts des risques émergents sur la société comme sur l'environnement. Les risques émergents appellent une extension de la communauté épistémique du risque aux populations exposées, celles qui sont affectés par ces problèmes qu'elles appréhendent avec leurs savoirs locaux et expérientiels et qui sont directement intéressés à leur résolution.

Pour contribuer à une meilleure évaluation des *risques émergents* en identifiant leur impact sur le milieu de vie des populations exposées et en analysant leur perception de ces risques émergents, on pourrait utiliser une analyse de controverses. L'analyse des controverses permet aux chercheurs en sciences humaines et sociales de se confronter à des *connaissances non encore stabilisées*. Elle peut être donc utilisée comme outil méthodologique pour comprendre comment se constituent les nouveaux problèmes publics (*publicisation*) dont les *risques émergents* constituent une exemple emblématique, pour analyser les *processus d'innovation*, la conception de nouveaux dispositifs techniques avant qu'ils ne soient stabilisés sous leur forme finale. Elle se prête bien à des situations impliquant des divergences ou des *conflits d'expertises*. L'analyse de la controverse va suivre les débordements. Elle va suivre les acteurs mobilisés, les arguments qui s'échangent, les objets qui circulent et se transforment, les accords qui se constituent. C'est une description. Il s'agit pas de prendre parti dans la controverse en question, encore moins de chercher à la résoudre, mais d'en dresser le panorama (acteurs, positions, arguments, instruments, trajectoires), d'identifier *les aspects saillants* et d'analyser *les points de blocage*.

Le milieu une perspective intégrative

La perspective intégrative qui se dégage de cette recherche singulière et de ces pistes d'intégration, c'est celle du milieu. Pour Jakob von Uexküll (Uexküll 1965)⁴ et les théoriciens qui s'en sont inspiré, Augustin Berque par exemple, l'homme (comme tout être vivant d'ailleurs) interprète l'environnement (*Umgebung* le donné environnemental objectif) d'une manière qui lui est propre pour en faire son milieu de vie (*Umwelt*). Ce phénomène s'exerce aux différentes

¹ Cothorn, Richard C. 1996. *Handbook For Environmental Risk Decision Making*. Lewis Publishers, New

² C'est la notion d'effet domino qui désigne le risque multiplicateur constitué par la présence sur un même site de plusieurs établissements à risques ou par la possible combinaison de risques industriels et naturels lors d'un événement. L'effet domino traduit un couplage entre processus.

³ S. O. Funtowicz and J. R. Ravetz, 1992, Three Types of Risk Assessment and the Emergence of Post-Normal Science, in Krimsky S. and Golding D. (eds) *Social Theories of Risk*, Westport (CN), Praeger, pp. 251-273 ;

⁴ Jakob von Uexküll, *Mondes animaux et monde humain* suivi de *La théorie de la signification*, 1934 ; trad. fr. éd. Denoël, 1965.

échelles, (celle de l'individu, du petit collectif, du groupe social, des nationaux, de l'humanité dans son ensemble). Le milieu humain est constitué par la manière que nous avons d'appréhender les choses par nos sens, nos mots, nos pensées, nos actions. La réalité pour un homme ce sont les choses propres à son milieu, les objets de son environnement qu'il a interprété, saisi selon quatre grandes catégories, prises existentielles : ressources, contraintes, risques et agréments. Le milieu procède d'un prélèvement partiel, partial, sélectif, orienté dans l'environnement. Dans une conception plus collective, le milieu constitue un mixte d'espace et de communauté, il « rassemble une gamme d'êtres associés qui, à travers les relations qu'ils entretiennent co-définissent à la fois un domaine d'existence et les modalités singulières de cette existence »⁵ (Charbonnier, Kreplak, 2012, p. 15).

Des contraintes méthodologiques singulières

Adopter cette perspective du milieu nous impose des contraintes méthodologiques particulières. 1) D'abord, les méthodologies objectives ne sont pas adaptées puisque le milieu est composé des perspectives adoptées par un sujet ou un collectif sur son environnement, ce sont les points de vue d'une communauté particulière appréhendée dans ses relations à un environnement spécifique. Chaque point de vue peut être appréhendé d'abord comme une représentation exprimée dans des argumentaires, des récits, des mythes, des cartes, etc. mais c'est plus qu'une représentation qui est toujours trop formatée par un complexe de discours et de vision, c'est une expérience au sens fort du pragmatisme, une rencontre entre un organisme et son environnement, le point de vue est donc ancré dans un corps, il s'exprime à travers des traces, une mémoire corporelle. Les méthodes destinées à recueillir cette expérience devront être situées, contextualisées pour mobiliser les corps et appréhender les réserves d'individuation contenues dans les environnements. 2) Ensuite comme les milieux ne sont ni unifiés ni stabilisés, nous devons utiliser un autre type de méthodes, l'analyse des controverses, pour saisir l'émergence d'une nouvelle perspective (re)configuratrice du milieu et le conflit des perspectives qui traversent les milieux humains. 3) Enfin, ces points de vue, ces perspectives, sont aussi des positions dans un espace public de débat, des opinions conçues pour être partagées, pour circuler et être investies dans le monde commun de la sphère publique. Le recueil des expériences s'accompagnera de l'expérimentation de dispositifs participatifs pour permettre leur expression publique.

⁵ Pierre Charbonnier et Yaël Kreplak, « Savoirs écologiques », *Tracés*, n°22, 2012, p. 7-23.